



Bureau canadien de
l'éducation internationale

PLAN D'ACTION ET RAPPORT SOMMAIRE

Dialogue national sur les
étudiant.e.s internationaux.ales

*Tracer une voie vers un secteur de l'éducation internationale
durable et responsable*



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	2
Plan d'action du secteur de l'éducation internationale	4
Recommandations thématiques - Intégration communautaire	8
Recommandations thématiques - Intégration sur le marché du travail ...	10
Recommandations thématiques - Santé mentale	12
Recommandations thématiques - Besoins en matière d'hébergement ..	14
Annexe 1 - Contexte - Encadrement des discussions	15
Annexe 2 - Ordre du jour de l'événement	20
Annexe 3 - Aperçu des discussions	26

Plan d'action et rapport sommaire

INTRODUCTION



À la fin mai 2024, le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) a organisé un Dialogue national sur les étudiant.e.s internationaux.ales à Ottawa. Ce dialogue a permis de tracer la voie à suivre pour un secteur de l'éducation internationale (EI) durable et responsable et pour le soutien qu'il apporte aux étudiant.e.s internationaux.ales. Les discussions ont porté sur ce que nous avons collectivement réalisé de bien, sur ce qui a mal tourné et sur l'avenir du secteur.

Le BCEI a convoqué un éventail d'intervenant.e.s traditionnel.le.s et non traditionnel.le.s de cette sphère pour approfondir les questions complexes auxquelles le secteur est confronté. Plus de 225 personnes issues de la communauté de l'éducation internationale du Canada ont participé à ce dialogue, y compris de haut.e.s fonctionnaires des ministères fédéraux et provinciaux concernés, des dirigeant.e.s d'établissements d'enseignement, des regroupements d'affaires, des prestataires de services communautaires, des chercheur.euse.s, des associations étudiantes, des associations éducatives nationales et régionales, ainsi qu'un groupe représentatif d'étudiant.e.s internationaux.ales.

Le dialogue national était le premier grand rassemblement multipartite organisé depuis que le gouvernement fédéral a annoncé une série de mesures en janvier 2024 concernant l'éducation internationale au Canada, notamment un plafond de deux ans sur les inscriptions d'étudiant.e.s internationaux.ales. Les personnes participantes ont été invitées à échanger des informations sur les répercussions de ces mesures, à donner des conseils et à communiquer les pratiques exemplaires à appliquer pour résoudre les problèmes sous-jacents qui ont conduit à la décision du gouvernement fédéral d'imposer un plafond. Parmi ces problèmes, notons les difficultés rencontrées par certain.e.s étudiant.e.s internationaux.ales en matière d'intégration dans la communauté et sur le marché du travail, d'accès au soutien en santé mentale, et de logement de taille convenable.

Le dialogue national a été l'occasion tant attendue de jeter un franc regard sur le rendement récent du Canada pour attirer, accueillir et intégrer les étudiant.e.s internationaux.ales au sein de nos établissements, de nos communautés et de notre marché du travail. Les nouvelles données du Sondage des étudiant.e.s internationaux.ales (SEI) 2023 du BCEI, qui ont été communiquées aux participant.e.s au dialogue, illustrent une érosion marquée de la façon dont les étudiant.e.s internationaux.ales évaluent leur expérience au Canada.

Ce rapport sommaire présente les principales recommandations issues des discussions sur les mesures à prendre pour favoriser la réussite des étudiant.e.s internationaux.ales et préserver l'intégrité de la marque ÉduCanada à l'avenir. Le rapport et son plan d'action seront communiqués à tou.te.s les participant.e.s à l'événement et aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux concernés, aux associations éducatives nationales et provinciales, aux dirigeant.e.s d'établissements d'enseignement, aux organisations communautaires et aux regroupements d'affaires. Le BCEI cherche à impliquer un large éventail d'intervenant.e.s afin d'encourager le soutien, le partage des responsabilités et la mise en œuvre d'une série d'initiatives et de mesures nécessaires pour assurer la viabilité à long terme du secteur canadien de l'éducation internationale d'une manière responsable et éthique.

L'événement a été rendu possible grâce au soutien de commanditaires clés, notamment **le Collège des consultants en immigration et en citoyenneté (CCIC), ÉduCanada (le gouvernement du Canada) et World Education Services (WES)**. Le BCEI souhaite également saluer le soutien de ses partenaires, notamment son partenaire en matière de données, **ApplyBoard**, son partenaire en matière de perspectives étudiantes, **IDP**, et son partenaire en matière de liens communautaires, **guard.me**, pour leur collaboration dévouée.

PLAN D'ACTION

du secteur de l'éducation internationale

Les discussions sur les politiques détaillées, qui ont eu lieu pendant les deux jours du dialogue national, ont abouti à un large consensus sur les mesures nécessaires à prendre pour tracer la voie à suivre pour un secteur de l'éducation internationale durable et responsable. Un leadership et des efforts globaux de la part des différentes parties prenantes seront nécessaires pour atteindre ces objectifs.

1

METTRE SUR PIED UN CONSEIL PANCANADIEN DE L'ÉDUCATION INTERNATIONALE

La création d'un Conseil de l'éducation internationale qui réunira les principaux.ales intervenant.e.s du secteur afin d'examiner et de faire progresser de manière stratégique les questions clés soulevées au cours de ce dialogue auprès des gouvernements fédéral et provinciaux.

Il est nécessaire de disposer d'un point focal pancanadien pour réunir les principaux.ales intervenant.e.s du secteur de l'éducation internationale sur les questions et les possibilités d'une importance stratégique concernant le dossier des étudiant.e.s internationaux.ales au Canada. Le Conseil fixerait des objectifs et des priorités réalistes, avec des attentes clairement définies et des lignes d'imputabilité claires pour l'obtention de résultats. Les réunions régulières des groupes de travail constitueraient un élément permanent, de même que les séances de dialogue organisées entre les parties prenantes.

2

CRÉER UN CONSEIL CONSULTATIF NATIONAL DES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES

La création d'un Conseil consultatif des étudiant.e.s internationaux.ales à l'échelle nationale pour consulter plus fréquemment, et de manière plus systématique, les étudiant.e.s internationaux.ales sur une base permanente afin de mieux comprendre leurs défis et leurs réussites, et de leur offrir un niveau d'accueil et de soutien qui répond constamment à la promesse de la marque ÉduCanada.

3

FONDER UN CENTRE D'EXCELLENCE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION INTERNATIONALE

La création d'un centre d'excellence en matière d'éducation internationale afin de recueillir et de communiquer les données relatives à l'éducation internationale aux décideur.euse.s et de faire part des pratiques exemplaires nationales et internationales.

L'absence de données actualisées, complètes et comparables sur l'effectif des étudiant.e.s internationaux.ales et l'éducation internationale a été et reste un problème de longue date. Des données plus complètes sur l'éducation internationale permettront d'éclairer les décisions en matière de politiques et de programmes à l'échelle du secteur et peuvent s'appuyer sur de multiples sources existantes, y compris, mais sans s'y limiter, Statistique Canada, IRCC, AMC, EDSC, les provinces, Guichet-Emplois, le milieu des affaires, etc. Le partage par IRCC de données en temps réel sur les délais de traitement des provinces et des établissements d'enseignement désignés (EED), les données de vérification des lettres d'acceptation et les mises à jour des allocations dans le cadre du plafond national réservé aux étudiant.e.s internationaux.ales seront des éléments importants pour l'avenir, de même que les flux de parcours postdiplôme.

4

DÉVELOPPER UNE CAMPAGNE DE COMMUNICATION NATIONALE POUR RECADRER LE DISCOURS

Le déploiement de campagnes de communication nationales visant à tenir un nouveau discours sur la valeur que les étudiant.e.s internationaux.ales apportent aux campus, aux entreprises et aux communautés du Canada, à la fois en tant que résident.e.s temporaires et en tant que futur.e.s citoyen.ne.s potentiel.le.s.

Il est nécessaire de recadrer le discours national sur la valeur de l'éducation internationale au Canada, afin de contrer les nouveaux discours anti-nouveaux.elles arrivant.e.s qui ont cours dans les communautés canadiennes et au sein de celles-ci. Une série d'initiatives de communication indépendantes mais complémentaires, entreprises par des établissements, des associations éducatives, des gouvernements, des entreprises et des communautés, peut servir à faire avancer un nouveau discours sur la valeur de l'EI.

5

DÉPLOYER UNE STRATÉGIE NATIONALE D'IMAGE DE MARQUE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION INTERNATIONALE AFIN D'ATTIRER LES TALENTS INTERNATIONAUX

Le déploiement d'un effort national cohérent et intégré pour reconstruire l'image de marque du Canada en matière d'éducation internationale et maintenir, à long terme, notre position comme destination de premier choix pour les talents internationaux.

Les parties prenantes du secteur de l'EI doivent déployer des efforts concertés en matière de communication et de marketing pour regagner la confiance des étudiant.e.s internationaux.ales actuel.le.s et futur.e.s afin qu'ils/elles considèrent le Canada comme un choix viable et stable en matière d'éducation internationale. L'information devra être claire sur ce qui a changé, sur l'offre actuelle, sur les perspectives de résidence permanente et sur les raisons pour lesquelles le Canada reste une destination d'apprentissage de grande qualité malgré les récents bouleversements politiques.

6

RENFORCER L'ENGAGEMENT DU FÉDÉRAL ET DES PROVINCES POUR FAVORISER UNE APPROCHE PANSECTORIELLE

Renforcer l'engagement des gouvernements fédéral et provinciaux pour favoriser une meilleure intégration d'approches « pangouvernementales » au niveau fédéral et provincial, afin d'éclairer les décisions sur les objectifs, les cibles et les priorités en matière d'éducation internationale.

Il s'agirait également d'accroître le nombre de processus systématiques pour relier les décisions prises en matière d'inscription aux besoins démographiques et à ceux du marché du travail, à court et à long terme, à l'échelle de la communauté. Grâce à cet engagement, les besoins précis du Canada en matière de compétences peuvent être identifiés. Toutefois, il faudra également se pencher sur le renforcement plus large des capacités des talents dotés de qualifications transférables et de compétences mondiales pour une économie de la connaissance en évolution et interconnectée à l'échelle mondiale.

7

CRÉER UNE STRATÉGIE FÉDÉRALE PLUS EXHAUSTIVE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION INTERNATIONALE

La prochaine Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale doit mettre davantage l'accent sur l'approche globale du secteur de l'EI, qui va bien au-delà de la mobilité des étudiant.e.s vers le Canada.

Il est impératif que le gouvernement fédéral et le Service des délégués commerciaux soutiennent davantage la diversification de la mobilité des étudiant.e.s vers le Canada, la mobilité des étudiant.e.s vers l'étranger, les partenariats de recherche, l'enseignement transnational (ETN) et d'autres possibilités de programmation novatrices pour faciliter la mobilité et la collaboration réciproques afin d'adopter une approche plus représentative, plus durable et plus éthique pour l'avenir.

8

ASSURER UN FINANCEMENT SUFFISANT DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

L'engagement des provinces et des territoires à financer adéquatement l'éducation postsecondaire au Canada afin de garantir une offre de qualité aux étudiant.e.s canadien.ne.s, qui ne dépende pas des revenus provenant des frais de scolarité des étudiant.e.s internationaux.ales pour sa survie opérationnelle.

INTÉGRATION COMMUNAUTAIRE

Recommandations clés

1 ACCROÎTRE L'OFFRE DE FORMATION LINGUISTIQUE POUR LES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES

Accroître les possibilités de formation linguistique et encourager les étudiant.e.s internationaux.ales à suivre une formation en langue officielle afin de faciliter la transition et l'intégration.

2 ÉLARGIR LA FORMATION INTERCULTURELLE OFFERTE AUX PARTIES PRENANTES

Renforcer la formation aux compétences interculturelles à tous les ordres au sein des établissements et du gouvernement, y compris pour les agent.e.s d'IRCC.

3 RENFORCER LES SERVICES D'INSTALLATION

Élargir le financement des services d'installation par IRCC aux étudiant.e.s internationaux.ales.

4 TISSER DES LIENS INTERSECTORIELS ET COMMUNAUTAIRES

Développer davantage les possibilités de partenariats et d'engagement entre les établissements et les organismes d'aide à l'installation, les organisations communautaires, les ONG, les groupes ethniques et dans la diaspora, et les regroupements d'affaires – qui jouent tous un rôle important dans le soutien aux étudiant.e.s internationaux.ales et aux immigrant.e.s pendant leurs études et après l'obtention de leur diplôme.

5 GÉNÉRER DAVANTAGE D'OCCASIONS POUR LES ÉTUDIANT.E.S DE NOUER DES LIENS

Les établissements peuvent mettre l'accent sur la création de possibilités pour les étudiant.e.s canadien.ne.s et internationaux.ales de nouer des liens par l'intermédiaire d'événements, d'un système de jumelage, de mentorat par les pairs ou de projets tels que les 48 premières heures au Canada de l'Université de Toronto.

6 CONCEVOIR DES PROGRAMMES POUR LES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES ET CANADIEN.NE.S

Les établissements peuvent concevoir des programmes qui attireront à la fois des étudiant.e.s internationaux.ales et canadien.ne.s, afin de garantir la diversité et d'offrir des possibilités d'interaction et de création de liens en classe.

7 ÉLABORER DES CHARTES LOCALES

Élaborer des chartes locales pour favoriser la création de liens plus étroits entre les étudiant.e.s internationaux.ales, les établissements et leurs communautés, comme la charte de Brampton ou les partenariats communautaires internationaux (PCI) de la région de Durham.

8 PLANIFIER DES INITIATIVES D'INTÉGRATION COMMUNAUTAIRE

Réunir les associations éducatives, les gouvernements municipaux et provinciaux, les entreprises et les organisations communautaires pour planifier des initiatives d'intégration communautaire et mettre en commun les pratiques exemplaires.

9 FAVORISER L'INTÉGRATION À L'ÉCHELLE MUNICIPALE

Les municipalités de tout le pays peuvent reproduire l'approche de la Ville de Hamilton à l'égard des étudiant.e.s internationaux.ales ou adopter de nouvelles approches novatrices pour favoriser l'établissement de liens et l'intégration des étudiant.e.s internationaux.ales.

INTÉGRATION AU MARCHÉ DU TRAVAIL

Recommandations clés

1

FACILITER DES VOIES D'ACCÈS À LA RÉSIDENCE PERMANENTE VIA LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Définir les besoins des provinces, des régions et des municipalités en matière de marché du travail afin d'accélérer le traitement des demandes de visa par IRCC et de faciliter les voies d'accès ciblées à la résidence permanente.

2

RECONNAÎTRE LES TITRES DE COMPÉTENCES ÉTRANGERS

Accroître les efforts de reconnaissance des titres de compétences étrangers.

3

ÉTENDRE LE DROIT DE TRAVAIL AUX ÉTUDIANT.E.S DU SECTEUR LANGAGIER

Permettre aux étudiant.e.s du secteur langagier de travailler afin de combler de nombreuses lacunes dans le secteur des services et d'acquérir une expérience pratique/utile.

4

FACILITER LE CONTACT ET LA COMMUNICATION AVEC LES EMPLOYEURS

Les établissements peuvent faciliter les liens avec les employeurs.euses actuel.le.s et futur.e.s ainsi que les groupes d'employeurs.euses et servir de point d'accès aux étudiant.e.s internationaux.ales; aider les employeurs.euses à comprendre comment prendre contact avec les étudiant.e.s internationaux.ales et les embaucher; et fournir des outils ou un soutien pour l'orientation en cours d'emploi.

5

AIDER DAVANTAGE LES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES À SE PRÉPARER À L'EMPLOI

Les établissements peuvent également aider les étudiant.e.s internationaux.ales à se préparer aux milieux de travail canadiens, notamment par l'intermédiaire d'une formation culturelle, d'une formation pour renforcer leurs compétences en matière de recherche d'emploi et de techniques d'entrevue, d'une sensibilisation aux normes en milieu de travail, et d'informations sur leurs droits dans le domaine du travail.

6 ÉLARGIR LES POSSIBILITÉS D'APPRENTISSAGE INTÉGRÉ AU TRAVAIL POUR LES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES

Faciliter davantage l'apprentissage coopératif et l'apprentissage intégré au travail, le mentorat et les possibilités de stage pour les étudiant.e.s internationaux.ales au moyen de la conception de programmes offerts dans les établissements, de programmes gouvernementaux et d'ONG, et de la collaboration avec des groupes communautaires/de l'industrie.

7 INTÉGRER LE DROIT AU TRAVAIL COOPÉRATIF DANS LES PERMIS D'ÉTUDES

IRCC peut supprimer l'exigence du permis de travail coopératif et l'intégrer dans les permis d'études des étudiant.e.s internationaux.ales.

8 ACCROÎTRE LES OCCASIONS D'ACCÈS AUX MÉTIERS POUR LES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES

Augmenter le nombre d'étudiant.e.s internationaux.ales dans les programmes de métiers et leur permettre de suivre une formation d'apprenti.e.

9 ÉTENDRE LE PROGRAMME EMPLOIS D'ÉTÉ CANADA AUX ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES

Élargir l'admissibilité et le financement du programme Emplois d'été Canada afin de permettre aux étudiant.e.s internationaux.ales de travailler et d'établir des liens pour trouver un emploi après l'obtention de leur diplôme.

10 COMMUNIQUER CLAIREMENT QUANT AUX VOIES D'ACCÈS OFFERTES AUX ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES

Communiquer clairement aux étudiant.e.s internationaux.ales les voies d'accès à la résidence permanente (y compris la gestion des attentes concernant le fait que tou.te.s ne peuvent pas rester) avant, pendant et après leurs études.

RECOMMANDATIONS THÉMATIQUES

SANTÉ MENTALE

Recommandations clés

1 ÉTENDRE LA COUVERTURE DES SOINS DE SANTÉ PROVINCIAUX AUX ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES

Étendre la couverture des soins de santé provinciaux aux étudiant.e.s internationaux.ales et/ou exiger de tous les établissements qu'ils aient un fournisseur d'assurance santé privée pour les étudiant.e.s internationaux.ales (la plupart des fournisseurs incluent actuellement des prestations de santé mentale). Cette mesure est déjà obligatoire pour toutes les écoles publiques de la maternelle à la 12e année dans le cadre du programme des étudiant.e.s internationaux.ales.

2 METTRE EN PLACE DES MESURES POUR FAVORISER LE SENTIMENT D'APPARTENANCE

Les établissements peuvent mettre en place des mesures délibérées pour favoriser le sentiment d'appartenance des étudiant.e.s internationaux.ales et leur offrir un soutien général pour éviter le mal du pays, la solitude et l'isolement.

3 PROPOSER DES SERVICES DE SANTÉ MENTALE HOLISTIQUES DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Les établissements peuvent mettre en place des services de santé mentale holistiques au profit du corps enseignant, du personnel et des étudiant.e.s (canadien.ne.s et internationaux.ales) et intégrer la santé mentale dans tous les services, y compris les services d'orientation de carrière, etc. Il serait également utile de développer les possibilités de mentorat par les pairs qu'offrent les établissements, y compris les formations et les ateliers, autour du soutien à la santé mentale. Par ailleurs, les établissements peuvent mettre en place des équipes de conseillers.ères locaux.ales en bien-être sur le campus.

4 PROMOUVOIR DES INTERVENTIONS DE SANTÉ MENTALE CULTURELLEMENT SÛRES

Les établissements peuvent proposer et promouvoir des interventions multilingues, culturellement sûres et accessibles, et procéder à des vérifications régulières avec les étudiant.e.s internationaux.ales (via une application, un courriel, des textos et/ou des appels téléphoniques, y compris autour de certains événements géographiques comme un événement météorologique extrême, une guerre, etc.)

5 UTILISER LES RESSOURCES ET LES BOÎTES À OUTILS EXISTANTES

Les établissements peuvent utiliser les boîtes à outils disponibles sur [Campusmentalhealth.ca/fr](https://campusmentalhealth.ca/fr).

6 COLLABORER AVEC LES FOURNISSEUR.EUSE.S DANS LES COMMUNAUTÉS

Les établissements peuvent collaborer avec les fournisseurs.euses de soins de santé mentale de la communauté et s'inspirer des approches/ressources existantes, telles que Soch Mental Health à Toronto et Upstream Ottawa Mental Health Community Support.

7 METTRE EN ŒUVRE LES NORMES NATIONALES

Les établissements peuvent mettre en œuvre la Norme nationale du Canada pour la santé mentale et le bien-être des étudiants du postsecondaire, qui est un ensemble de lignes directrices souples et volontaires destinées à aider les établissements postsecondaires à favoriser la santé mentale et le bien-être de leurs étudiant.e.s. En outre, les établissements peuvent mettre en œuvre la Norme nationale du Canada sur la santé et la sécurité psychologiques en milieu de travail, qui est un ensemble de lignes directrices, d'outils et de ressources volontaires destinés à guider les organisations dans la promotion de la santé mentale et la prévention des dommages psychologiques au travail.

8 SOUTENIR LES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES APRÈS L'OBTENTION DE LEUR DIPLÔME

Les établissements peuvent collaborer avec des organisations communautaires de santé mentale pour organiser des événements hors campus, favoriser l'établissement de liens et assurer le soutien des étudiant.e.s internationaux.ales après l'obtention de leur diplôme.

BESOINS EN MATIÈRE D'HÉBERGEMENT

Recommandations clés

1

OFFRIR DES CRÉDITS D'IMPÔT POUR LES SÉJOURS EN FAMILLE D'ACCUEIL

Accorder des crédits d'impôt aux particuliers qui ouvrent leurs portes à des étudiant.e.s internationaux.ales dans le cadre d'un hébergement dans une famille.

2

RECONNAÎTRE UNE MULTITUDE DE SOLUTIONS DE LOGEMENT

Trouver et reconnaître une multitude de solutions de logement propres aux communautés locales et aux besoins d'une population diversifiée d'étudiant.e.s (canadien.ne.s et internationaux.ales), telles que les partenariats communautaires/privés, les bâtiments partagés, l'hébergement dans une famille, les familles d'accueil, la location de chambres, la construction d'appartements accessoires dans les maisons et le doublement des chambres en résidence.

3

COLLABORER AVEC LES COLLECTIVITÉS

Collaborer avec les collectivités pour réduire l'inflation des loyers et aider les résident.e.s à comprendre que le fait de soutenir les étudiant.e.s internationaux.ales et de leur louer des logements constitue un investissement dans leur collectivité.

4

SENSIBILISER AUX DROITS ET RESPONSABILITÉS DES LOCATAIRES

Les établissements peuvent sensibiliser aux droits/responsabilités en matière de location, aux obligations des propriétaires, aux limites d'occupation, etc. et mettre les étudiant.e.s internationaux.ales en contact avec les services d'aide juridique si nécessaire.

5

ENVISAGER DES SOLUTIONS DE LOGEMENT CULTURELLEMENT SÛRES

Explorer les besoins et les désirs réels des étudiant.e.s internationaux.ales en ce qui concerne les types de logements abordables et les conditions de vie qu'ils/elles recherchent. Reconnaître que la vie commune/en communauté présente souvent de nombreux avantages et peut être davantage une norme culturelle que dans le contexte nord-américain.

CONTEXTE – ENCADREMENT DES DISCUSSIONS SUR L'ÉVÉNEMENT

Dans le cadre de la préparation du Dialogue national sur les étudiant.e.s internationaux.ales, le BCEI a produit un document de discussion qui a été communiqué aux participant.e.s et publié sur le site Web du BCEI pour aider à conceptualiser et à façonner les discussions sur l'événement de deux jours. Le contenu de ce document de discussion se présente comme suit :

DIALOGUE NATIONAL SUR LES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONALE.S

**Tracer la voie à suivre pour un secteur de l'éducation internationale durable et responsable
22 - 23 mai 2024**

Le secteur canadien de l'éducation internationale est à la croisée des chemins. La croissance réussie du secteur canadien de l'éducation internationale a procuré des avantages incommensurables, non seulement aux étudiant.e.s internationaux.ales qui fréquentent nos établissements d'enseignement de grande qualité, mais aussi aux étudiant.e.s canadien.ne.s, ainsi qu'aux établissements et aux collectivités qui les accueillent.

Les termes du contrat ont toujours été clairs.

- En échange de leurs frais de scolarité, les étudiant.e.s internationaux.ales profitent d'une expérience d'éducation internationale de grande qualité dans un environnement sécuritaire, accueillant et inclusif. Pendant leur séjour, ils/elles enrichissent la qualité de vie sur le campus et dans les collectivités qui les accueillent. Après avoir terminé leur programme d'études, les étudiant.e.s sont prêt.e.s à travailler et possèdent un diplôme de premier ordre qui est reconnu dans le monde entier.
- Les établissements d'accueil offrent aux nouveaux.elles étudiant.e.s des mesures de soutien globales adéquates et adaptées à leur culture qui leur permettent de vivre une expérience scolaire couronnée de succès et de grande qualité (p. ex., orientation et accès à des services d'aide au logement, de santé, de santé mentale, de recherche d'emploi et autres). Ces mesures facilitent et soutiennent également les échanges scolaires et de recherche mutuellement bénéfiques.
- Les collectivités et les entreprises qui accueillent des étudiant.e.s internationaux.ales comptent parfois sur ces étudiant.e.s pour répondre à des impératifs démographiques ou combler des lacunes du marché du travail. En échange, elles leur offrent des possibilités d'épanouissement personnel et professionnel et veillent à ce que ces étudiant.e.s aient accès aux services de santé, sociaux et communautaires essentiels.

- Les gouvernements accueillent et, parfois, soutiennent directement les nouveaux.elles étudiant.e.s internationaux.ales pour atteindre divers objectifs de politique publique, notamment : améliorer la qualité et la viabilité des établissements, favoriser des relations interpersonnelles qui font avancer la compréhension et la solidarité à l'échelle mondiale, atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies, promouvoir la politique étrangère et les intérêts commerciaux, renforcer la compétitivité en attirant et en retenant les meilleurs talents du monde, et contrer le déclin de la population.

S'il est bien géré, ce cercle vertueux est une solution gagnante pour tout le monde.

Mais cette croissance sans précédent du secteur s'est accompagnée de points de pression qui se sont multipliés dans certains établissements, programmes, régions et collectivités. Le nombre d'étudiant.e.s internationaux.ales qui choisissent le Canada a considérablement augmenté. Mais sur fond d'incertitude économique, d'inflation et d'accès insuffisant aux soins de santé et au logement abordable, le consensus sur la façon d'aborder ces points de pression s'avère difficile à atteindre.

En outre, il est de plus en plus fréquent que des étudiant.e.s internationaux.ales fassent état d'expériences négatives survenues au cours de leur séjour au Canada. Parmi les problèmes cités, mentionnons les pénuries de logements convenables et abordables, les problèmes de santé mentale, le manque de diversité dans les salles de classe, la sursaturation de certains programmes et certaines villes d'accueil, les difficultés financières et professionnelles, le racisme ou l'intolérance et le manque d'intégration dans les collectivités canadiennes, etc.

Ces tendances ont culminé en janvier 2024, avec l'annonce par IRCC d'un plafonnement temporaire du nombre de nouvelles demandes de permis d'études international. Cela s'ajoutait à d'autres nouvelles exigences récemment établies selon lesquelles les étudiant.e.s éventuel.le.s devaient démontrer une capacité financière accrue leur permettant de financer leurs études dans un contexte où les possibilités de travail à temps partiel en dehors du campus sont plus limitées.

Mises en œuvre unilatéralement avec un préavis limité, ces mesures ont ébranlé le secteur canadien de l'éducation internationale. Ces instruments de politique, parmi les rares dont dispose le gouvernement fédéral pour calibrer le taux d'inscription des étudiant.e.s internationaux.ales, ont entraîné des conséquences néfastes. Pour certains établissements, ces changements soudains constituent une menace existentielle.

De tels changements risquent également de miner l'image de marque mondiale durement acquise du Canada en tant que destination de choix pour l'éducation internationale et notre capacité à attirer les étudiant.e.s internationaux.ales les plus brillant.e.s dont nos entreprises ont besoin. En outre, ces changements soudains ont laissé dans l'incertitude de nombreux.euses étudiant.e.s internationaux.ales qui avaient été encouragé.e.s par l'entremise de la marque ÉduCanada à étudier au Canada et qui avaient pourtant respecté toutes les règles. Compte tenu de cette incertitude et de la confusion, ces étudiant.e.s pourraient finir par choisir d'autres destinations pour leurs études.

Les provinces et les établissements, en particulier ceux qui comptent le plus grand nombre d'étudiant.e.s internationaux.ales inscrit.e.s, travaillent d'arrache-pied pour s'adapter à ces nouvelles mesures. Avec la mise en œuvre de ce plafonnement, le nombre de permis d'études attribués est aujourd'hui nettement inférieur à l'offre d'étudiant.e.s internationaux.ales qui, avant le plafonnement au moins, étaient intéressé.e.s par des études au Canada. Les diverses autorités compétentes peinent à prendre des décisions difficiles sur la façon de les répartir entre les universités, les collèges d'enseignement technique et les autres programmes menant à l'obtention d'un diplôme, ainsi que sur la façon d'éliminer les mauvais acteurs de l'équation.

Alors que le Canada entame un nouveau chapitre en éducation internationale, nous avons l'occasion de réfléchir et d'élaborer des stratégies, de bien faire les choses, et de concevoir un cadre éthique et durable pour l'éducation internationale au Canada. Une approche plus stratégique, plus souple, plus inclusive et plus éclairée de la planification et de la définition des priorités en matière d'éducation internationale est nécessaire et doit mobiliser un plus large éventail d'intervenant.e.s.

En tant que secteur, nous devons nous assurer de respecter les engagements et les valeurs que nous faisons valoir auprès des étudiant.e.s internationaux.ales sous la marque ÉduCanada. Pour que les étudiant.e.s internationaux.ales vivent une expérience d'études positive au Canada, nous devons les appuyer tout au long de leur parcours, depuis leur demande d'admission dans un établissement canadien jusqu'à la fin de leurs études et leur transition vers le marché du travail.

Ainsi, nous assurerons non seulement la réussite de chaque étudiant.e internationale.e, mais nous permettrons également au Canada de tirer parti de leur formation et de leurs compétences tout en maintenant, à long terme, notre position de destination de premier choix pour ce qui est de l'éducation internationale.

POUR DISCUSSION

À une époque où la solidarité et le consensus sur la façon d'aller de l'avant sont essentiels, les querelles publiques entre les secteurs et les établissements quant à l'équilibre entre ces solutions font les manchettes et risquent de miner davantage l'image de marque d'ÉduCanada. Les professionnel.le.s de l'EI, les responsables des politiques, les établissements et les parties prenantes devraient plutôt s'efforcer de réinventer collectivement l'EI au Canada.

- Comment revitaliser le secteur de l'EI pour veiller à ce qu'il contribue clairement et sans ambiguïté à des objectifs précis de politique publique?
- Si la raison d'être du plafonnement temporaire du nombre d'inscriptions d'étudiant.e.s internationaux.ales est de se donner le temps de « réorienter les politiques et les programmes afin de maintenir un environnement accueillant et solidaire pour les étudiant.e.s internationaux.ales », que signifie précisément « accueillant et solidaire » sur le plan des politiques et des programmes? Et qui est chargé de fixer ce seuil et d'évaluer s'il est respecté?
- Quelles sont les répercussions sur les rôles et les responsabilités des personnes, des établissements et des autorités compétentes en ce qui a trait à la prestation et au maintien de services d'EI de qualité?
- Comment pouvons-nous, en l'absence de données opportunes, cohérentes, comparables, fiables et complètes sur les progrès et les résultats de l'EI, établir des priorités réalistes et réalisables au sein des secteurs et entre ces derniers? L'enjeu est trop important pour permettre aux responsables des politiques liées à l'EI de continuer à prendre des décisions en vase clos sur les politiques et les programmes. En effet, la crise actuelle que traverse le secteur est sans doute le résultat de l'échec du processus d'élaboration des politiques en l'absence d'un tableau complet de données. Pourquoi a-t-on soudainement été surpris d'apprendre que l'investissement dans les capacités de base visant à répondre aux besoins des étudiant.e.s internationaux.ales ne correspondait pas à la croissance des inscriptions? Où étaient les prévisions permettant aux planificateur.rice.s de réaliser les bons investissements?
- Plus important encore, comment pouvons-nous nous assurer que les étudiant.e.s internationaux.ales obtiennent l'expérience d'EI de qualité pour laquelle ils/elles ont payé? Et comment pouvons-nous garantir que les établissements d'accueil, les collectivités et les employeurs.euses tireront parti de la multitude d'avantages qu'une programmation judicieuse en matière d'EI peut offrir?

UN DIALOGUE NATIONAL

Cet événement a pour objectif de tracer la voie à suivre pour le secteur canadien de l'éducation internationale et le soutien qu'il apporte aux étudiant.e.s internationaux.ales.

Les discussions porteront sur ce que nous avons bien fait, où et quand les choses ont commencé à se gâter, et comment, en tant que pays, nous pouvons tracer une voie durable pour l'avenir.

À cette fin, nous réunirons un éventail de protagonistes traditionnel.le.s et non traditionnel.le.s de ce domaine afin d'examiner les problèmes complexes auxquels font face certain.e.s étudiant.e.s internationaux.ales et d'explorer la meilleure façon de les appuyer dans des domaines comme le marché du travail et l'intégration au sein de la collectivité, le logement et la santé mentale.

À l'issue de l'événement, un rapport de synthèse des principales recommandations qui seront ressorties des discussions sera rédigé et communiqué au gouvernement fédéral, aux gouvernements provinciaux concernés ainsi qu'à d'autres parties prenantes clés.

Dans le cadre de ce rapport, nous nous efforcerons de formuler des recommandations sur les changements nécessaires en matière de leadership, de structure, de politiques et de programmes, sur la mise sur pied de nouveaux partenariats et coalitions stratégiques, sur les mécanismes de transmission et de mise à l'échelle des pratiques exemplaires, ainsi que sur les recherches, les données et les pratiques de mobilisation de connaissances supplémentaires nécessaires pour appuyer les efforts continus du secteur visant à favoriser la réussite des étudiant.e.s internationaux.ales et à maintenir l'intégrité de la marque ÉduCanada.

ORDRE DU JOUR DE L'ÉVÉNEMENT

22 mai 2024

8h30 - 8h45

Reconnaissance des terres et mot de bienvenue

Intervenante

Claudette Commanda

aînée Algonquine anichinabée, chancelière Université d'Ottawa

8h45 - 9h15

Remarques préliminaires et résultats du Sondage des étudiant.e.s internationaux.ales du BCEI

Intervenante

Larissa Bezo

présidente et chef de la direction, BCEI

9h15 - 10h45

Points de vue des responsables des politiques sur la création d'un environnement accueillant et solidaire pour les étudiant.e.s internationaux.ales du Canada

Collaborateurs.trices

Larissa Bezo – Animatrice

présidente et chef de la direction, BCEI

Atiq Rahman

sous-ministre adjoint, Apprentissage, Emploi et Développement social Canada

Mark Wyatt

sous-ministre adjoint, Ministère de l'enseignement supérieur, Gouvernement de la Saskatchewan

Sara Wilshaw

déléguée commerciale en chef, Affaires mondiales Canada

Zoë Kroeker

sous-ministre adjointe, Politique stratégique et planification, Ministère des collèges et universités, Gouvernement de l'Ontario

France Haché

sous-ministre adjointe, Éducation postsecondaire, Gouvernement du Nouveau-Brunswick

11h00 - 12h00

Point de vue des intervenants de première ligne : un leadership responsable en matière d'éducation internationale

Collaborateurs.trices

Vinitha Gengatharan – Animatrice

vice-rectrice adjointe, Engagement mondial et partenariats, Université York, et membre du CA du BCEI

François Gélinau

vice-recteur aux affaires internationales et au développement durable, Université Laval

Janet Morrison

rectrice et vice-chancelière, Collège Sheridan

Patricia Gartland

directrice générale et surintendante des écoles, District scolaire no 43 (Coquitlam)

Robert Summerby-Murray

recteur et vice-chancelier, Université Saint Mary's

Sean Kennedy

président-directeur général, Collège Niagara, et président désigné, BCEI

12h45 - 13h15

Renforcer l'intégrité du programme canadien pour les étudiant.e.s internationaux.ales

Discours principal

Sénatrice Ratna Omidvar

sénatrice indépendante, Sénat du Canada

13h15 - 14h30

Points de vue de la collectivité sur la façon d'assurer une intégration accueillante et solidaire pour les étudiant.e.s internationaux.ales du Canada

Collaborateurs.trices

Shamira Madhany – Animatrice
directrice générale (Canada) et directrice adjointe, World Education Services

Daniel Bernhard
chef de la direction, Institut pour la citoyenneté canadienne

Marshia Akbar
responsable de la recherche sur les migrations de main-d'œuvre, Université métropolitaine de Toronto

Roopa Desai Trilokekar
professeure agrégée, Faculté d'éducation, Université York

Samina Sami
directrice générale, COSTI Immigrant Services

Stefa Sokolowski
responsable du développement commercial et de l'internationalisation de Hamilton, Invest Hamilton

14h45 - 16h00

Points de vue d'entreprises sur la façon d'assurer une intégration accueillante et solidaire sur le marché du travail pour les étudiant.e.s internationaux.ales au Canada

Collaborateurs.trices

Isaac Garcia-Sitton – Animateur
directeur général, Inscription des étudiant.e.s internationaux.ales, Éducation et Inclusion, Université métropolitaine de Toronto, et membre du CA du BCEI

Christina Santini
directrice, Affaires nationales, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Diana Palmerin-Velasco
directrice principale, Avenir du travail, Chambre de Commerce du Canada

Valerie Walker
présidente-directrice générale, La Table ronde des affaires + de l'enseignement supérieur

Kelly Archer
directrice, Emploi et Développement social Canada

16h00 - 16h55

Points de vue des étudiant.e.s sur les études, la vie et le travail au Canada

Collaborateurs.trices

Carole St. Laurent – Animatrice

vice-rectrice associée, International, Université Kwantlen Polytechnic, et membre du CA du BCEI

Ailin Barzegar

doctorante internationale, Université de Windsor

Carla Castilho Simon

étudiante internationale récemment diplômée, Université de Montréal

James Nguyen

étudiant international et assistant d'étudiant.e.s internationaux.ales, Université Kwantlen Polytechnic

Juan Carlos Magsalin

étudiant international, Collège Niagara

Norland Dean

étudiant international, Collège de l'Atlantique Nord

16h55 – 17h00

Remarques finales

Intervenante

Larissa Bezo

présidente et chef de la direction, BCEI



23 Mai 2024

9h00 AM – 9h05

Mot de bienvenue et remarques préliminaires

Intervenante

Larissa Bezo

présidente et chef de la direction, BCEI

9:05 AM - 10:20 AM

Soutenir la santé mentale et le bien-être des étudiant.e.s internationaux.ales

Collaborateurs.trices

Larissa Strong – Animatrice
directrice, International, College of the Rockies, et membre du CA du BCEI

Beamlak Tareke
étudiante.e internationale, Université métropolitaine de Toronto

Marija Padjen
directrice, Centre d'innovation en santé mentale sur les campus

Michel Rodrigue
président et directeur général, Commission de la santé mentale du Canada

Wasiimah Joomun
directrice générale, Alliance canadienne des associations étudiantes

10h45 - 11h45

Répondre aux besoins des étudiant.e.s internationaux.ales en matière d'hébergement

Collaborateurs.trices

Chris Busch – Animateur
vice-président associé, Gestion des inscriptions, Université de Windsor, et membre du CA du BCEI

Graham Barber
directeur adjoint, Relations internationales, Universités Canada

Jean Lamirande
directeur général, Direction de l'habitation et des politiques communautaires, Infrastructure Canada

Michael McDonald
directeur, Relations gouvernementales, Collèges et Instituts Canada

Rylan Kinnon
chef de la direction, SpacesShared

12h15 - 13h15

Les visions ministérielles de la voie à suivre pour les étudiant.e.s international.e.s

Intervenant.e.s

Larissa Bezo
présidente et chef de la direction, BCEI

L'honorable Marc Miller
ministre, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

13h30 – 16h00

Et maintenant? Mise en œuvre d'une nouvelle voie à suivre pour les étudiant.e.s internationaux.ales au Canada

Collaborateurs.trices

Larissa Bezo – Moderator
présidente et chef de la direction, BCEI

Andrew Champagne
responsable de la mobilité des étudiants, Collèges et instituts Canada

Graham Barber
directeur adjoint, Relations internationales, Universités Canada

Jean-Philippe Tachdjian
directeur exécutif, Éducation internationale, Affaires mondiales Canada

Julie Spattz
directrice principale, Direction générale de la migration sociale et temporaire

APERÇU DES DISCUSSIONS



Le Dialogue national s'est efforcé de couvrir une série de sujets importants liés au secteur de l'éducation internationale du Canada et au soutien qu'il apporte aux étudiant.e.s internationaux.ales. Le BCEI a également cherché à inclure une diversité de points de vue d'intervenant.e.s traditionnel.le.s et non traditionnel.le.s impliqué.e.s d'une manière ou d'une autre dans l'éducation internationale. Le BCEI considère cette première série de discussions de haut niveau comme un point de départ et reconnaît pleinement qu'il reste de nombreuses autres questions à aborder et des zones d'ombre à éclaircir, notamment au niveau des sous-secteurs et des régions/collectivités, alors que nous travaillons tou.te.s collectivement à tracer une voie à suivre pour le secteur. Le BCEI reconnaît que les expériences des étudiant.e.s internationaux.ales et des intervenant.e.s de l'éducation internationale varient en fonction du niveau d'études (de la maternelle à la 12e année, des langues, des cégeps, de l'éducation postsecondaire – premier cycle et cycle supérieur), de la taille et du type d'établissement, et des réalités propres à la région ou à la collectivité.

Une approche unique n'est pas la réponse à un secteur aussi complexe et aux multiples facettes. Il faudra poursuivre le dialogue sur ces nuances, mais pour l'instant, compte tenu de l'état du secteur de l'éducation internationale, il est urgent de s'unir pour assurer la survie et la pérennité de la marque ÉduCanada.

Vous trouverez ci-dessous un aperçu des discussions qui ont eu lieu.

RECONNAISSANCE TERRITORIALE ET DISCOURS D'OUVERTURE

L'événement a été gracieusement ouvert par Claudette Commanda, aînée algonquine anishinaabe et chancelière de l'Université d'Ottawa, qui a donné le ton aux discussions collaboratives et collégiales qui ont suivi, en mettant l'accent sur la valeur de l'éducation et le bien-être des étudiant.e.s internationaux.ales, et dans l'esprit du travail en cours pour bâtir la réconciliation avec les peuples des Premières Nations du Canada.

Larissa Bezo, présidente et chef de la direction du BCEI, a prononcé le discours d'ouverture afin de préparer le terrain pour les discussions des deux jours suivants. Dans son discours, elle a reconnu que les décisions récentes que le gouvernement du Canada a jugé impératif de prendre pour traiter un ensemble complexe et entrelacé de questions de politiques publiques ont eu un effet déstabilisant sur l'éducation internationale au Canada. Le secteur est confronté à une grande incertitude quant à l'avenir du plafonnement des inscriptions des étudiant.e.s internationaux.ales et à d'autres mesures politiques anticipées qui auront des répercussions supplémentaires sur le Programme des étudiants étrangers du Canada.

Elle a indiqué que l'ensemble des intervenant.e.s du secteur ont été, d'une certaine façon, complices pour ne pas avoir suffisamment signalé les problèmes dans l'évolution des efforts du Canada pour recruter, accueillir et soutenir les étudiant.e.s internationaux.ales, que nous savions tou.te.s intuitivement être à l'horizon.

Plutôt que d'attribuer des responsabilités ou de pointer du doigt, l'objectif de cet événement était d'encourager tout le monde à contribuer à la mise en place d'un meilleur cadre de politiques pour l'éducation internationale, plus intelligent et durable, qui soit adapté à l'objectif visé, conforme à l'éthique et qui fasse progresser les priorités nationales et internationales du Canada.

Pour encadrer davantage les discussions et aller au cœur des enjeux, elle a suggéré que nous devions collectivement mettre la lumière sur trois questions clés :

1. *Comment exprimer en termes de politiques et de programmes l'objectif d'assurer la capacité de fournir un environnement « favorable et accueillant » pour les inscriptions internationales au Canada?*

Elle a reconnu que depuis des années, le BCEI et d'autres partenaires et établissements plaident en faveur d'un cadre éthique pour l'éducation internationale au Canada, qui favorise explicitement ces objectifs et prévoit des sanctions pour les « mauvais acteurs ». Elle a suggéré que si le plafond actuel des inscriptions des étudiant.e.s internationaux.ales est fondé sur le renforcement de cette capacité, nous devons prendre trois décisions :

- Qui décide de ce en quoi consiste la réussite et comment?
- Comment mesurer et rendre compte aux décideur.euses et aux Canadiens et Canadiennes, de manière continue, de l'atteinte de ces objectifs?
- Que se passe-t-il si l'objectif est ou n'est pas atteint?

Il n'y a rien de nouveau ici; le BCEI et le secteur canadien de l'EI se posent ces questions depuis des années. Les défis actuels de l'EI résultent en partie de notre incapacité à briser les silos et à rassembler et communiquer des informations et des données pancanadiennes complètes sur le secteur de l'EI au Canada. Nous manquons collectivement des données nécessaires pour prendre des décisions éclairées en matière d'EI – au niveau communautaire et dans chaque établissement d'enseignement, dans nos principales entreprises commerciales et de R et D, et certainement aux niveaux provincial/territorial et fédéral.

En effet, comment la crise actuelle de l'EI a-t-elle pu être aussi surprenante? Ces lacunes ont été signalées à maintes reprises. La crise actuelle nous donne l'occasion de faire un pas audacieux et de mettre enfin nos idées en application.

2. Quel est le niveau durable d'inscriptions internationales pour le Canada? Quel est l'objectif à cibler et comment l'atteindre?

Elle a fait remarquer que tout le monde reconnaît que l'approche précédente était intenable et qu'elle était synonyme de lacune au niveau de la prévoyance, des politiques, et de la coordination intragouvernementale et interjuridictionnelle. Honnêtement, il s'agissait d'un manque de respect à l'égard des étudiant.e.s internationaux.ales. Il n'y a pas de retour en arrière possible. Nous l'avons compris, le secteur l'a compris. Les Canadiens et Canadiennes l'ont compris, et c'est ce qu'ils/elles veulent. Mais quel est le bon niveau de durabilité à cibler?

3. pancanadienne globale de l'EI, avec des rôles et des responsabilités clairement définis?

Elle a reconnu qu'une nouvelle approche plus « rigoureuse » à l'égard des EED s'imposait depuis longtemps et qu'un plafond temporaire d'inscriptions faisait partie de la dure réalité que nous devons gérer. Les établissements sont encore en train d'évaluer tous les effets de l'incertitude actuelle et, pour certains d'entre eux, il s'agit clairement d'une menace existentielle. Mais que signifient-ils pour ce que nous voulons réaliser en tant que pays au moyen de l'éducation internationale? En effet, aucune de ces mesures ne peut à elle seule nous aider à concilier des questions aussi essentielles que celles qui suivent :

- **Les répercussions sur la R et D et la productivité du Canada.** Les changements apportés aux politiques actuelles créent des restrictions pour nos établissements en ce qui concerne la pleine exploitation de la mobilité (échanges de recherche à court terme). Les échanges sont essentiels pour la recherche dans de nombreux secteurs émergents. Si nous ne disposons pas d'un espace suffisant pour accueillir les meilleurs talents internationaux, nous ne sommes pas non plus en mesure d'envoyer nos meilleurs talents canadiens à l'étranger. Et ces mesures ne sont pas vraiment efficaces pour combler le décalage entre l'offre et la demande de talents qualifiés. Les répercussions de ces décisions récentes se feront sentir pendant des années dans la recherche et le développement au Canada. Elles ne seront pas réglées du jour au lendemain.
- **Les répercussions sur les pénuries de compétences.** Comment ajuster nos processus pour garantir un accès rapide à la réserve mondiale de talents dont nos industries ont besoin pour survivre? Comment équilibrer les inscriptions entre les universités et les collèges qui forment la main-d'œuvre qualifiée dont nous avons besoin aujourd'hui et demain? Il suffit d'observer les talents qualifiés dont le Canada a besoin afin de mener à bien son ambitieux plan de logement pour se rendre compte que nous avons besoin à la fois de talents nationaux et internationaux pour réaliser cet objectif.

Les répercussions sur la diplomatie canadienne et sur l'image de marque internationale du Canada. Que signifient les plafonds proposés pour l'ensemble des programmes de bourses internationaux du Canada, pour notre capacité à atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies, pour la nouvelle Stratégie pour l'Indo-Pacifique et pour notre place dans le monde, qui, nous le savons, est en déclin depuis un certain temps? Quels effets ont-ils sur notre présence à l'international et sur notre pouvoir de convaincre? Que signifient ces changements pour nous, alors que le nombre d'ancien.ne.s étudiant.e.s internationaux.ales est en baisse? Au cours des dix dernières années, un nombre important d'étudiant.e.s ayant étudié au Canada sont rentré.e.s chez eux/elles ou ont trouvé un autre emploi. Oui, ces étudiant.e.s créent des liens importants pour nos entreprises, mais ils/elles font également partie du réseau informel sur lequel nous comptons pour être nos champion.ne.s et nos défenseur.euses en cas de tensions géopolitiques – comme cela s'est produit dans le passé avec l'Arabie saoudite et, plus récemment, avec l'Inde. Quelles seront les conséquences, sur notre prospérité future, du retour dans leur pays d'origine d'un grand nombre d'étudiant.e.s internationaux.ales après leurs études?

- **Les répercussions sur les collectivités qui accueillent des étudiant.e.s internationaux.ales.** Que devront-elles faire pour soutenir les établissements? Comment communiquent-elles aux décideur.euses leurs impératifs en matière de démographie et de marché du travail? Quelles seront les conséquences économiques et sociales d'une baisse des inscriptions? Les avantages supposés de ces changements se concrétiseront-ils? Comment éviter que les collectivités et territoires de compétence de plus petite taille, en particulier dans les régions rurales et éloignées, ne soient touchés de manière disproportionnée?
- Et enfin, **les répercussions de ces changements sur les étudiant.e.s internationaux.ales.**

RÉSULTATS DU SONDAGE DES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES DU BCEI

Pour servir de base informative aux discussions, Larissa Bezo, présidente et chef de direction du BCEI, a présenté un résumé des résultats du dernier Sondage des étudiant.e.s internationaux.ales du BCEI (réalisé en novembre 2023). Les résultats préliminaires ont montré que, bien que le Canada continue de jouir d'une solide image de marque en matière d'éducation internationale et que la plupart des étudiant.e.s internationaux.ales sont généralement satisfait.e.s de la qualité de leur expérience au Canada, on observe toutefois quelques tendances inquiétantes. Ces perceptions étaient bien sûr antérieures aux changements majeurs apportés aux politiques qui ont été annoncés au début de l'année 2024.

Un nombre croissant d'étudiant.e.s internationaux.ales déclarent avoir été victimes de discrimination et s'être senti.e.s en danger, ou avoir envisagé de quitter leur établissement parce qu'ils/elles se sentaient isolé.e.s ou qu'ils/elles n'étaient pas les bienvenu.e.s.

Soixante pour cent des étudiant.e.s interrogé.e.s ont eu des difficultés à trouver un logement à leur arrivée.

Parmi ceux/celles qui travaillent à temps partiel pour financer leurs études, un nombre croissant déclare être sous-employé, avoir du mal à comprendre les attentes des employeurs.euses et devoir traiter avec des employeurs.euses qui ne connaissent pas les règles d'embauche des étudiant.e.s internationaux.ales.

Les intentions des étudiant.e.s de demander la résidence permanente et de rester dans leur province d'études ont augmenté dans la plupart des provinces, à l'exception de l'Ontario et de l'Île-du-Prince-Édouard. Il est intéressant de noter que 33 % des répondant.e.s envisagent de devenir entrepreneurs.euses au Canada.

Enfin – et ceci est plus préoccupant – un nombre croissant d'étudiant.e.s internationaux.ales se disent moins enclin.e.s à recommander le Canada comme destination d'études de qualité à leurs pairs. Il est clair qu'il reste beaucoup à faire pour inverser cette tendance avant que la réputation mondiale du Canada en matière d'éducation internationale ne soit ternie de manière irréversible.

POINTS DE VUE DES RESPONSABLES DES POLITIQUES SUR LA CRÉATION D'UN ENVIRONNEMENT ACCUEILLANT ET SOLIDAIRE POUR LES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES DU CANADA - CAUSERIE INFORMELLE

Des haut.e.s fonctionnaires fédéraux.ales et provinciaux.ales ont expliqué aux délégué.e.s comment ils/elles réagissent aux effets immédiats et continus du plafonnement temporaire des inscriptions des étudiant.e.s internationaux.ales et ce que cette décision a signifié du point de vue des politiques et des programmes. Par ailleurs, ces fonctionnaires ont reconnu la multiplicité des objectifs en matière de politiques liées à l'éducation internationale, notamment la diversification et les besoins du marché du travail dans le contexte de la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale, ainsi que les questions relatives au financement de l'enseignement postsecondaire au Canada.

Dans une certaine mesure, chacun.e des panélistes a reconnu la valeur positive et intrinsèque de l'éducation internationale pour le Canada. Toutefois, cinq thèmes se sont dégagés de la discussion :

Tout d'abord, chacun.e des panélistes a reconnu les défis que représente la mise en œuvre d'une politique rationnelle dans ce domaine complexe et interconnecté. Bien qu'il soit encourageant d'entendre que les trois principaux ministères fédéraux s'engagent dans un dialogue politique à plusieurs niveaux, cette collaboration semble être ad hoc et épisodique, plutôt que le résultat d'un processus délibéré et structuré d'élaboration de politiques et de définition de priorités.

- Deuxièmement, et plus important encore, les panélistes ont également reconnu implicitement que cette approche cloisonnée rend difficile l'exploitation du plein potentiel de l'éducation internationale. Les approches instinctives de fonctionnaires intelligent.e.s et investi.e.s sont absolument utiles, mais les approches empiriques fondées sur des preuves sont nettement supérieures.
- Troisièmement, du point de vue des provinces, la décision fédérale de plafonner les inscriptions internationales a été une mauvaise surprise. L'absence de consultation des provinces ou le calibrage du plafonnement et d'autres mesures ayant des répercussions sur les inscriptions internationales en fonction des besoins et des priorités locales ont été qualifiés de profondément décevants.
- Quatrièmement, un consensus s'est dégagé sur l'importance des politiques et d'une programmation cohérentes et homogènes en matière d'éducation internationale. Le décalage entre les priorités en matière de politiques annoncées par le gouvernement et les investissements dans les capacités nécessaires pour y répondre risque d'éroder la crédibilité du Canada sur les marchés mondiaux.
- Enfin, chacun.e a reconnu qu'il/elle avait une contribution à apporter pour garantir un environnement politique plus solide, plus stratégique et plus accueillant en faveur d'une éducation internationale durable.

Il ressort clairement de la discussion que les solutions durables doivent être holistiques, souples et impliquer de multiples parties prenantes ainsi que divers territoires de compétence. Il ne s'agit pas d'un problème fédéral; le gouvernement du Canada ne peut actionner qu'un nombre limité de leviers. Il s'agit d'un défi pancanadien qui exige que l'ensemble des partenaires de ce domaine travaillent en collaboration pour préserver les avantages que représente l'éducation internationale pour le Canada. Les décideurs.euses au sein des provinces et d'une province à l'autre doivent harmoniser leurs efforts. Travailler en vase clos et utiliser des solutions « uniques » ne suffiront pas, étant donné l'imbrication des défis actuels en matière d'éducation internationale dans un pays où les rôles et les responsabilités des provinces sont aussi diffus qu'ils le sont au Canada.

POINT DE VUE DES INTERVENANT.E.S DE PREMIÈRE LIGNE : UN LEADERSHIP RESPONSABLE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION INTERNATIONALE – DISCUSSION EN GROUPE

Les dirigeant.e.s d'établissement ont fait part des effets dévastateurs de la décision d'IRCC de plafonner les inscriptions des étudiant.e.s internationaux.ales – le choc qu'elle a provoqué, l'absence de reconnaissance de la valeur ajoutée économique apportée par le secteur, et la menace existentielle qu'elle fait peser sur certains établissements d'accueil.

Des efforts notables ont été fournis pour relever certains défis, comme la charte de Brampton, qui oblige les partenaires à respecter des normes plus élevées pour répondre aux besoins des étudiant.e.s internationaux.ales, et la procédure d'attestation du Québec, qui permet aux étudiant.e.s internationaux.ales actuel.le.s et futur.e.s de postuler à trois programmes en une seule fois et qui prévoit un engagement plus concret envers les candidat.e.s actuel.le.s et futur.e.s. Ces efforts ont été considérés comme des pratiques exemplaires à imiter.

Les panélistes ont suggéré que les progrès nécessitent clairement un environnement politique mieux intégré, plus cohérent et plus favorable à des questions telles que le financement de l'enseignement postsecondaire et le soutien aux collectivités et aux entreprises en faveur des étudiant.e.s internationaux.ales. En outre, il est impératif d'avoir accès en temps utile à des informations essentielles sur les tendances et les résultats en matière d'inscriptions internationales afin d'éclairer ces décisions. Aucune de ces conditions ne changera spontanément et ne sera nécessairement le résultat d'un processus inclusif, réfléchi et délibéré de planification à long terme et d'investissement stratégique.

RENFORCER L'INTÉGRITÉ DU PROGRAMME DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DU CANADA - DISCOURS PRINCIPAL

La sénatrice Ratna Omidvar a fait une présentation convaincante et accablante des recherches menées par le Sénat sur les difficultés rencontrées par certain.e.s étudiant.e.s internationaux.ales au Canada. Elle nous a rappelé qu'il ne s'agit pas d'abstractions, mais de problèmes réels vécus par des personnes réelles, ici et maintenant au Canada. Elle a également précisé que les étudiant.e.s internationaux.ales, dans l'ensemble, ne sont pas là pour exploiter le système à leur avantage.

Elle a déclaré qu'il était de notre devoir moral de leur offrir l'expérience d'éducation internationale de haute qualité qui leur a été promise et pour laquelle ils/elles ont payé. Par ailleurs, elle a déclaré qu'il était de notre responsabilité collective d'exclure les mauvais acteurs, quelle que soit la définition qu'on leur donne.

Dans le contexte actuel, elle a reconnu que nous devons travailler d'arrache-pied et vite pour que les étudiant.e.s internationaux.ales actuel.le.s et futur.e.s n'interprètent pas les échecs de la procédure dont ils/elles ont été témoins récemment comme des manquements au respect. En effet, nous avons absolument besoin d'un secteur de l'éducation internationale performant et robuste pour bâtir un Canada plus fort. Cette démarche s'appuie sur la nécessité fondamentale d'un financement stable de l'enseignement postsecondaire au Canada.

POINTS DE VUE DE LA COLLECTIVITÉ SUR LA FAÇON D'ASSURER UNE INTÉGRATION ACCUEILLANTE ET SOLIDAIRE POUR LES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES DU CANADA – DISCUSSION EN GROUPE

Les participant.e.s ont appris comment les collectivités se mobilisent pour apporter des solutions pratiques aux défis qui ont conduit à la décision de plafonner les inscriptions des étudiant.e.s internationaux.ales. Les panélistes ont donné des exemples convaincants concernant la mise en place de soutiens essentiels qui répondent mieux aux besoins des étudiants.e.s internationaux.ales.

Une série d'approches et de mesures de soutien visant à mieux intégrer les étudiant.e.s internationaux.ales dans leurs communautés d'accueil ont fait l'objet de discussions. Le rôle des partenariats entre les établissements et les collectivités a été souligné afin que les collèges et les universités adoptent une approche de développement communautaire pour l'accueil des étudiant.e.s internationaux.ales, ce qui va au-delà des limites de l'établissement.

Le rôle important et la capacité des organismes d'aide à l'installation à s'impliquer de plus près auprès des étudiant.e.s internationaux.ales ont fait l'objet de discussions, ainsi que d'autres organisations communautaires. L'importance des organisations ethniques et religieuses dans l'intégration des étudiant.e.s internationaux.ales a également été soulignée. Les panélistes ont souligné l'importance de tous ces services pendant les études des étudiant.e.s internationaux.ales, mais ont insisté sur la nécessité de les poursuivre après l'obtention du diplôme pour favoriser une transition efficace hors de la bulle des établissements vers la communauté et le marché du travail.

Les participant.e.s ont pris connaissance de l'approche adoptée par la Ville de Hamilton à l'égard des étudiant.e.s internationaux.ales, qui comprend un engagement direct, la présentation des étudiant.e.s aux employeurs.euses et la promotion de leur embauche. Le Hamilton Immigration Partnership Council met les personnes nouvellement arrivées (y compris les étudiant.e.s internationaux.ales) en contact avec les services d'aide à l'installation. La Ville mène également des campagnes de communication telles que Hamilton Employers Hire Immigrants, qui sensibilise aux possibilités et aux avantages de l'embauche de personnes nouvellement arrivées et d'immigrant.e.s.

Par l'intermédiaire de Hamilton International Students, les bénévoles s'efforcent d'aider les étudiant.e.s internationaux.ales à s'épanouir dans tous les aspects de la vie en organisant divers événements hebdomadaires et mensuels et en établissant des liens avec d'autres prestataires de services. L'exemple des efforts délibérés de la Ville de Hamilton pour mobiliser et intégrer les étudiant.e.s internationaux.ales est un modèle très efficace qui pourrait être reproduit dans d'autres collectivités partout au Canada.

POINTS DE VUE D'ENTREPRISES SUR LA FAÇON D'ASSURER UNE INTÉGRATION ACCUEILLANTE ET SOLIDAIRE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL POUR LES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES AU CANADA – DISCUSSION EN GROUPE

La discussion en groupe a été très instructive, car elle a permis de présenter le point de vue des entreprises sur la manière de tirer parti des avantages de l'éducation internationale au Canada sur les plans économique et professionnel. La valeur potentielle du secteur a été largement reconnue et les bonnes volontés n'ont pas manqué pour soutenir activement une solution gagnante pour l'éducation internationale.

Les panélistes ont discuté de certains des obstacles réels et perçus à l'implication efficace du secteur privé dans l'embauche d'étudiant.e.s internationaux.ales talentueux.euses, que ce soit pour répondre aux besoins à court terme du marché du travail ou pour former et recruter des talents hautement qualifiés sur le long terme. Les problèmes d'inadéquation entre les compétences demandées et les programmes dont sont issu.e.s les étudiant.e.s internationaux.ales ont également été considérés comme une source conduisant à des résultats moins satisfaisants en matière de résidence permanente.

Les panélistes ont souligné l'importance d'élargir les possibilités de coopération, d'apprentissage intégré au travail et de mentorat en faveur des étudiant.e.s internationaux.ales afin de favoriser leur intégration sur le marché du travail après l'obtention de leur diplôme. Les employeurs.euses, les établissements et les étudiant.e.s internationaux.ales ont tou.te.s un rôle à jouer dans les étapes d'une embauche réussie. Pour que ce type d'efforts devienne la norme plutôt que l'exception, il faudra une stratégie délibérée à plusieurs volets et un accès à des données complètes et actualisées sur les effectifs d'étudiant.e.s internationaux.ales et les résultats sur le marché du travail dans divers domaines.

POINTS DE VUE DES ÉTUDIANT.E.S SUR LES ÉTUDES, LA VIE ET LE TRAVAIL AU CANADA - DISCUSSION EN PANEL

Lors de la discussion en groupe, les étudiant.e.s internationaux.ales ont fait part de leurs expériences vécues, notamment les raisons pour lesquelles ils/elles ont choisi le Canada, leur arrivée sur le campus et leur expérience au sein de la collectivité et sur le marché du travail. Cela a permis à l'ensemble des participant.e.s de se confronter à la réalité.

Les panélistes étudiant.e.s internationaux.ales ont rappelé à point nommé les défis auxquels ils/elles font face à leur arrivée et ont donné des indications précieuses sur les types de programmes et d'interventions qui ont de l'importance à leurs yeux. Ils/elles ont également fait preuve de créativité, de résilience et de volonté d'apporter leur contribution à leurs communautés et établissements d'accueil, ainsi que de servir de mentor.e.s à d'autres étudiant.e.s internationaux.ales pour leur faciliter la tâche.

Les panélistes ont souligné l'importance d'un soutien non seulement avant et pendant les études, mais aussi lors des transitions vers l'immigration et le marché du travail après l'obtention du diplôme pour ceux/celles qui restent au Canada. En ce qui concerne le soutien pendant leurs études, ils/elles ont souligné le rôle important des associations étudiantes et de l'implication directe des étudiant.e.s canadien.ne.s dans l'intégration des étudiant.e.s internationaux.ales.

SOUTENIR LA SANTÉ MENTALE ET LE BIEN-ÊTRE DES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES - DISCUSSION EN GROUPE

Les panélistes ont discuté de l'augmentation des conversations autour de la santé mentale, de la diminution de la stigmatisation et de l'augmentation du nombre d'étudiant.e.s (canadien.ne.s et internationaux.ales) sollicitant un soutien en matière de santé mentale. Les défis auxquels font face de nombreux.euses étudiant.e.s internationaux.ales ont été évoqués, notamment l'insécurité financière, la précarité du logement, les événements mondiaux, la pandémie, le choc culturel, l'apprentissage, l'isolement et la solitude.

Les panélistes ont souligné l'importance d'une approche globale du campus pour créer un milieu de travail psychologiquement sain. Ils/elles ont également insisté sur la nécessité d'intégrer le soutien à la santé mentale des étudiant.e.s dans chaque rôle du personnel du campus, afin de créer un environnement sain pour le personnel comme pour les étudiant.e.s.

Il est essentiel d'adapter les approches pour qu'elles soient culturellement adaptées, appropriées, accessibles et sûres pour une grande diversité d'étudiant.e.s internationaux.ales, afin de faciliter un plus grand recours aux services. La collaboration avec les associations d'étudiant.e.s internationaux.ales et les partenaires communautaires est un élément important pour répondre aux besoins des étudiant.e.s internationaux.ales, tant sur le campus qu'à l'extérieur, pendant et après leurs études.

La Commission de la santé mentale du Canada a communiqué des informations sur la Norme nationale du Canada pour la santé mentale et le bien-être des étudiants du postsecondaire, qui est un ensemble de lignes directrices souples et volontaires visant à aider les établissements postsecondaires à soutenir la santé mentale et le bien-être de leurs étudiant.e.s. Le recours à Stepped Care 2.0© (SC2.0) a également été considéré comme un moyen très efficace d'organiser et de fournir des services de santé mentale et de traitement des toxicomanies fondés sur des données probantes.

Le Centre d'innovation en santé mentale sur les campus a présenté un certain nombre d'exemples de ses boîtes à outils solides et complètes pour soutenir la santé mentale des étudiant.e.s, qui sont disponibles sur son site Web. Soch Mental Health – un organisme sans but lucratif qui améliore les connaissances des Sud-Asiatiques en matière de santé mentale grâce à des initiatives d'éducation, de prévention et de renforcement de la résilience à Toronto – ainsi que Upstream Ottawa Mental Health Community Support, ont été cités comme des organismes de soutien aux services très efficaces et reproductibles.

Les panélistes ont souligné que la responsabilité du soutien à la santé mentale doit être largement partagée par les établissements, le corps enseignant, la communauté d'accueil et les étudiant.e.s internationaux.ales eux/elles-mêmes. L'amélioration des connaissances en matière de santé mentale et le renforcement des capacités ascendantes et descendantes pour relever ces défis et réduire la stigmatisation doivent être une priorité permanente pour tout le monde.

RÉPONDRE AUX BESOINS DES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES EN MATIÈRE D'HÉBERGEMENT – DISCUSSION EN GROUPE

Les panélistes ont discuté de ce qui constitue un logement « convenable » pour les étudiant.e.s internationaux.ales, des différences entre leurs besoins et attentes en matière de logement en fonction de leur pays d'origine, de la manière dont d'autres pays abordent cette question, ainsi que de l'environnement politique plus large qui limite arbitrairement l'offre de logements. Au niveau communautaire, ces contraintes vont des questions réglementaires qui limitent la disponibilité des logements, à l'accès limité au financement pour la construction de résidences, en passant par la limitation du nombre de personnes qualifiées nécessaires pour construire des logements.

Les panélistes ont fait remarquer que les solutions requièrent des réformes systémiques à long terme qui touchent une grande variété d'intervenant.e.s, au-delà des établissements eux-mêmes. De nouvelles formes de partenariat entre les établissements et les collectivités, entre les secteurs public et privé, entre les propriétaires et les étudiant.e.s, sont essentielles pour progresser dans l'élaboration d'une stratégie durable en matière de logement des étudiant.e.s.

À titre d'exemple, les participant.e.s ont entendu SharedSpaces évoquer son approche innovante qui consiste à mettre en relation des étudiant.e.s à la recherche d'un logement sûr et abordable avec des hôtes (souvent des personnes âgées) qui disposent d'une chambre à coucher de libre. De ce point de vue, il y a cinq millions de chambres vides en Ontario qui pourraient servir de solution aux problèmes actuels de logement des étudiant.e.s. Il s'agit d'une solution qui profite également aux personnes âgées, car elle leur permet de rester chez elles, de lutter contre la solitude et de créer un sentiment d'appartenance et de communauté.

Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent établir des priorités collectives pour les investissements dans le logement et les infrastructures afin de répondre aux besoins à long terme en matière de différents types de logements (pour les travailleurs.euses ou les étudiant.e.s, par exemple) et de création d'espaces polyvalents. Il conviendra de mettre en place un système d'immigration et d'éducation solide pour favoriser une construction plus rapide et plus innovante afin de répondre aux besoins à court et à long terme du Canada en matière de logement. Les étudiant.e.s internationaux.ales font partie intégrante de cette solution.

LES VISIONS MINISTÉRIELLES CONCERNANT LA VOIE À SUIVRE EN MATIÈRE D'ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES - CAUSERIE INFORMELLE

L'honorable Marc Miller, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, s'est joint à Larissa Bezo, présidente et chef de la direction du BCEI, pour une causerie informelle afin de discuter de sa vision et de son leadership concernant l'approche du Canada en matière d'éducation internationale par l'intermédiaire de politiques et de programmes d'immigration dans un contexte de priorités fédérales plus larges.

Le ministre Miller a souligné qu'il s'attachait à remédier aux vulnérabilités auxquelles certain.e.s étudiant.e.s internationaux.ales ont été confronté.e.s en raison de la forte augmentation du nombre d'étudiant.e.s entrant.e.s et à renforcer l'intégrité du Programme des étudiants étrangers du Canada. Il a indiqué que l'ère du laissez-faire en matière d'inscriptions des étudiant.e.s internationaux.ales avait fait son temps et que la qualité des inscriptions internationales et la réponse aux besoins du marché du travail seraient les priorités d'IRCC à l'avenir. Il a reconnu que les récents changements apportés aux politiques entraîneront une année mouvementée dans l'enseignement postsecondaire.

Il a reconnu qu'IRCC, AMC, EDSC et ISDE se partagent la responsabilité des progrès réalisés au niveau fédéral en ce qui concerne les étudiant.e.s internationaux.ales et qu'une approche fédérale plus coordonnée et plus cohérente de ces questions est nécessaire. Toutefois, il a souligné que les provinces et les territoires ont tout autant la responsabilité de mettre de l'ordre dans leurs affaires, c'est-à-dire de définir plus clairement ce qu'ils veulent et attendent de l'éducation internationale, tant pour eux que pour leurs établissements, leurs collectivités et leurs entreprises. Les provinces et les territoires doivent travailler collectivement et en collaboration pour justifier un nombre plus élevé et plus durable d'inscriptions d'étudiant.e.s internationaux.ales et, en fin de compte, remédier au sous-financement chronique de l'enseignement postsecondaire qui a conduit à la situation actuelle des étudiant.e.s internationaux.ales.

Enfin, il a indiqué qu'il restait à l'écoute des critères relatifs aux établissements d'enseignement désignés, à la définition de niveaux durables d'inscriptions internationales et à la capacité des collectivités à accueillir des étudiant.e.s internationaux.ales, et a encouragé un dialogue continu avec son équipe et le ministère sur ces objectifs.

QUELLE EST LA SUITE? RECOMMANDATIONS POUR LA VOIE À SUIVRE – DISCUSSIONS EN TABLE RONDE ET QUELLE EST LA SUITE? MISE EN ŒUVRE D'UNE NOUVELLE VOIE À SUIVRE POUR LES ÉTUDIANT.E.S INTERNATIONAUX.ALES AU CANADA – DISCUSSION EN GROUPE

Les participant.e.s au dialogue ont mené des discussions approfondies afin de formuler des recommandations clés à inclure dans un plan d'action sectoriel visant à relever les principaux défis thématiques de l'événement et à atteindre des objectifs plus généraux pour créer un secteur de l'éducation internationale durable et responsable. Le plan d'action ci-dessus contient un consensus sur les recommandations issues de ces discussions en groupe ainsi que de la séance de discussion de clôture.

Lors de la discussion de clôture, IRCC a présenté sa vision des réformes politiques actuelles et futures en vue de maintenir le statut du Canada en tant que marché attractif pour les étudiant.e.s internationaux.ales. Une mise à jour détaillée des plans et de la réflexion sur le Cadre pour les établissements reconnus a été fournie.

AMC a fourni un aperçu historique utile de la série de Stratégies en matière d'éducation internationale (SEI) du Canada – le mandat ultime d'AMC étant d'apporter la prospérité au Canada. Les premiers objectifs étaient axés sur l'augmentation du nombre d'étudiant.e.s internationaux.ales. Cet objectif a été atteint et, à l'avenir, il conviendra d'être plus sélectif et de s'efforcer d'attirer les meilleur.e.s et les plus brillant.e.s pour qu'ils/elles restent et comblent les lacunes du marché du travail canadien.

ANNEXE 3 | APERÇU DES DISCUSSIONS

Le rôle important des ancien.ne.s étudiant.e.s qui retournent dans leur pays d'origine a également été reconnu. En prévision de la prochaine itération de la SEI du Canada, il est clair que la diversification, les besoins du marché du travail et la résolution des problèmes d'intégrité dans le recours aux agent.e.s seront des thèmes clés. AMC a également indiqué que les approches novatrices de l'éducation internationale allant au-delà du recrutement traditionnel d'étudiant.e.s internationaux.ales, telles que l'éducation transnationale (ETN), les doubles diplômes, les programmes de licence et les campus à l'étranger, sont autant de possibilités que le Service des délégués commerciaux peut soutenir les établissements à réaliser sur les marchés du monde entier.

Le BCEI, Universités Canada et Collèges et instituts Canada ont tous donné leur point de vue sur une approche stratégique, intentionnelle, collaborative et éthique de l'éducation internationale qui sert les intérêts du Canada et assure la reconnaissance mondiale de notre système éducatif de grande ampleur. Ils ont également souligné la force de la « coopétition » – coopération et concurrence dans notre travail mutuel – pour faire avancer les objectifs du secteur.



Bureau canadien de
l'éducation internationale

Bureau Canadien de l'Education Internationale
220 avenue Laurier ouest, bureau 1550
Ottawa, Ontario, Canada K1P 5Z9
www.cbie.ca/fr

©2024 BCEI